

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 146 - 27 Novembre 1985

Prix : 2 Frs

## LIBERIA

les nouveaux maîtres pas

sommaire  
au  
verso



différents des anciens

## SOMMAIRE

Page 2  
EDITORIAL

Page 3

Sénégal :

Certains lieutenants  
de Wade sont pressés  
d'aller à la soupe.

Page 4

Mali :

- Témoignage criant !  
- Un crédit de plus  
pour les Galonnés.

Page 5

COTE D'IVOIRE :

Bagarre autour de la  
mangeoire.

Maroc :

Il y a vingt ans, l'  
assassinat de Ben  
Barka.

Page 6

Tchad :

Entre cousins et  
amis.

Page 7

Tunisie :

Répression pour  
fait de grève.

Page 8

Ce sida qui vien-  
drait d'Afrique.

Page 9

Colombie :

Un fléau naturel  
mais surtout social

A B O N N E M E N T S

France : 1 an

- Pli ouvert : 24 F  
- Pli fermé : 48 F

Etranger : Ecrire au  
journal - Adresse -

DUFAL-COMBAT OUVRIER

Pour le P. A. T.

B. P. 42

92114 CLICHY-CEDEX

# éditorial

LIBERIA : LES NOUVEAUX MAITRES, PAS DIFFERENTS

DES ANCIENS

Les militaires libériens au pouvoir depuis bientôt cinq ans ont des problèmes. Samuel Doe, le dictateur, vient d'échapper à un attentat perpétré par d'autres militaires soutenus par l'impérialisme américain. Le principal auteur de l'attentat ainsi que certains de ses compagnons ont été tués, d'autres jetés en prison ou pourchassés par le régime.

Cette situation de trouble, même si elle ne se manifeste que chez les galonnés, reflète dans une certaine mesure le degré de mécontentement des populations pauvres. A Monrovia, la capitale, un jeune sur deux est chômeur ; les bidonvilles poussent et se multiplient autour des grandes villes ; le riz, un des aliments de base est hors de prix pour les petites bourses.

La corruption et la dégradation de la vie politique, fléaux contre lesquels les militaires prétendaient combattre au lendemain du coup d'Etat contre Tolbert n'ont pas disparu. Le régime est devenu impopulaire.

Pourtant, une grande partie de la population libérienne s'est reconnue en la personne de Samuel Doe, "un enfant du pays". Cette fraction de la population a vu d'un bon oeil la fin du pouvoir d'une minorité de noirs américains. Ces anciens esclaves qui considéraient les autochtones comme des "indigènes", c'est-à-dire des êtres "inférieurs" et "sauvages", ont monopolisé le pouvoir depuis l'indépendance en 1847 du Libéria jusqu'en 1980.

En effet, c'est seulement à partir de cette date que le pouvoir politique est passé aux mains des "indigènes" militaires. Mais la misère et la corruption n'ont pas disparu pour autant. Les nouveaux maîtres du Libéria se comportent comme les anciens dirigeants noirs américains : belle vie, villas, voitures mercedes...

Ceux qui croyaient que le changement d'équipe dirigeante allait changer quelque chose sont déçus. Car la nouvelle équipe de Samuel Doe, même si elle est autochtone n'a rien de différent de l'ancienne équipe. Ce sont les mêmes comportements arrogants, le même mépris à l'égard des pauvres.

Car le problème n'est pas une question d'origine américaine ou africaine, mais bien une question de classe.

Les exploités, les pauvres, les sans emplois, s'ils veulent vraiment un pouvoir qui mette fin à la corruption et aux injustices, ils ont tout intérêt à s'organiser en tant que tels et lutter pour leurs propres intérêts de classe contre tous les exploités et oppresseurs - quelles que soient leurs couleurs et origines.

\*

\*

\*

# SENEGAL :

## CERTAINS LIEUTENANTS DE WADE SONT PRESSES D'ALLER A LA SOUPE

Le P.D.S, (Parti Démocratique Sénégalais) connaît quelques remous. Un certain nombre de ses dirigeants dont le député Serigne Diop, ont été exclus par Abdoulaye Wade pour "activités fractionnelles."

Il est reproché à ces "contestataires" d'avoir voulu "déstabiliser le parti" au profit du P.S d'Abdou. Diouf. Quant à Serigne Diop et ses compères, ils reprochent au clan de Wade d'avoir "cessé d'être l'avant-garde de la démocratie au Sénégal!"

Dans un manifeste qu'ils ont publié, les "contestataires" proclament leur volonté d' "assurer effectivement et pleinement une part de responsabilité dans la dynamique d'un Sénégal de démocratie."

Si on enlève le baratin et les fioritures, cela veut dire en clair que les Serigne Diop et compagnie voudraient bien, si Diouf leur accorde cette faveur, quelques strapontins ministériels.

Ce n'est pas cette envie d'être ministre ou d'avoir une petite place dans la mangeoire monopolisée par le PS qui a motivé leur exclusion car quel politicien du PDS ne rêve pas d'avoir une place au soleil ? Ils sont peut-être trop pressés de partir à la soupe, avant qu'Abdoulaye Wade ne leur en donne le signal.

En les excluant, Wade a voulu montrer qu'il est le seul commandant à bord et ne veut pas de contestation.

Alors, est-ce le navire d'Abdoulaye Wade qui a des problèmes ou ce sont les lieutenants qui sont fatigués d'attendre l'arrivée au port ? Toujours est-il qu'un certain nombre de lieutenants commencent à sauter par dessus-bord en espérant être repêchés par le navire du PS.

En 1981, suite à "l'affaire libyenne" (affaire dans laquelle il a été reproché à Abdoulaye Wade d'avoir fait effectuer des stages de formation de ses gardes du corps en Libye) quatre de ses députés avaient déjà quitté le PDS pour rejoindre sans détour le PS.

C'est connu que, plus on part tôt, plus on a la chance d'arriver avant les autres.

## MALI : TEMOIGNAGE CRIANT !

" Cela faisait plusieurs années que je ne suis pas allée en vacances. Cette année-ci je suis retournée dans ma petite ville natale nommée Kayendi.

Comme tous les vacanciers qui sont retournés chez eux, j'étais contente de retrouver ma famille et mes amies d'enfance. Sur ce plan, c'est formidable mais sur le reste, j'ai été désagréablement surprise. Car il n'y a eu aucun changement. Au contraire la vie est de plus en plus dure pour les petites gens; elle est vraiment dure.

Par exemple les 50 kg de riz "brisure" coûtent 8 000 F CFA; le kg de viande 600 F; le pain 150 F etc...

C'est incroyable une ville presque sans électricité. Seuls les privilégiés ont la lumière chez eux car pour avoir l'électricité, il faut payer 100 000 F pour l'installation. Rares aussi sont ceux qui disposent des robinets d'eau. Les pauvres souffrent de tous les maux : la maladie et même la faim. Car tout s'achète, tout se vend.

Les travailleurs immigrés ont réussi à construire une maternité à Kayendi car avant il fallait que les femmes traversent le fleuve pour se faire accoucher à Kayes. Beaucoup accouchent à la maison avec tous les risques que cela comporte.

La maternité est donc construite mais le gouvernement de Moussa Traoré n'a même pas fait le geste de fournir l'électricité. C'est avec des lampes à pétrole que les sages-femmes font le travail.

Telles sont les conditions de vie moyenâgeuses de la Capitale de la première région du Mali. "

## MALI : UN CREDIT DE PLUS POUR LES GALONNES

Le gouvernement malien et un représentant de la C.E.E viennent de signer un accord financier de 46,25 millions de francs CFA.

Selon eux, cet accord s'inscrit dans le cadre du soutien aux efforts du gouvernement malien pour assurer l'autosuffisance alimentaire du pays; elle contribuera à créer et à améliorer les conditions d'une augmentation de la production vivrière.

Voilà le bla-bla fait par le ministre des Affaires Etrangères et le représentant de la CEE. Tout ce discours pour une poignée de milliards de francs.

Pourtant ce n'est pas la première fois que la CEE prête de l'argent aux Galonnés soi disant pour aider à l'amélioration et au développement des cultures vivrières. Mais la situation est encore pire qu'avant.

En réalité on sait par avance où ira cette somme. Quand ce ne sera pas pour payer les salaires des flics et militaires corrompus, elle ira tout simplement alimenter les caisses privées des Galonnés et de leurs familles.

## COTE D'IVOIRE

### BAGARRE AUTOUR DE LA MANGEOIRE

La campagne des législatives du mois dernier en Côte d'Ivoire ne s'est pas déroulée sans accrocs. Même si les 577 candidats qui ont été retenus pour se présenter aux élections faisaient tous partie d'un même parti unique, les magouilles n'ont pas manqué pour les départager. Il n'y avait en fait que 175 postes de députés à pourvoir. Et quand on sait ce que rapporte comme privilège un poste de député, on imagine bien l'acharnement des candidats à se faire élire.

Même le quotidien gouvernemental "Fraternité Matin" qui n'a pas l'habitude de rapporter des faits allant à l'encontre des politiciens du régime fait état de certaines "irrégularités" et de "combines". Ainsi on apprend que certains n'hésitent pas à acheter carrément les électeurs en distribuant par-ci par-là quelques billets. D'autres émettent des fausses cartes d'électeurs ou des listes d'électeurs truquées. D'autres encore vont tout simplement dans leurs villages, utilisent des arguments ethniques ou régionalistes contre les concurrents.

Les instances du PDCI (parti unique) avaient même cru bon de mentionner dans leurs résolutions, sous la rubrique : "Moralisation de la vie politique et administrative", une mention spéciale sur "les effets nocifs de l'utilisation abusive de l'argent et de trafic d'influence".

Eh oui, la bataille est certainement rude entre les "jeunes loups" et les "vieux barons", d'autant plus que le nombre de places à la mangeoire est limité.

## MAROC

### IL Y A VINGT ANS L'ASSASSINAT DE BEN BARKA

Le 29 Octobre 1965, disparaissait en plein jour et en plein centre de Paris, un opposant marocain en exil, Mehdi Ben Barka. Son enlèvement par des agents du contre espionnage français, et sa disparition à jamais, allait devenir l'affaire Ben Barka où le gouvernement français était mouillé jusqu'au cou.

On a voulu en cachette éliminer un opposant au régime de Hassan II mais grâce aux indiscretions de la presse et surtout à la protestation d'une grande partie de l'opinion publique, cette "affaire" n'est pas passée inaperçue. Officiellement le droit d'asile est accordé en France aux opposants politiques, y compris ceux des régimes dictatoriaux à la solde de l'impérialisme français, mais celui-ci n'hésite pas à rendre service à ses valets, à empêcher ces opposants d'agir, ou tout simplement à les faire éliminer par ses hommes de basses besognes. C'est ainsi par exemple qu'en 1973 un opposant tchadien, Outel Bono a été assassiné à Paris.

Aujourd'hui, 20 ans après l'affaire Ben Barka, c'est le même impérialisme qui soutient ses valets dictatoriaux dans ses anciennes colonies et il peut demain encore, si ses intérêts l'exigent, utiliser les mêmes méthodes pour éliminer ceux qui gênent la bonne marche de ses affaires.

# TCHAD :

## ENTRE COUSINS ET AMIS!

Depuis leur arrivée au pouvoir à N'Djaména en 1982, Hissen Habré et ses hommes ont fait main basse sur l'économie du pays et les deniers publics.

Les ministres, les PDG et les différents directeurs, pour la plupart cousins, ou tout simplement proches du dictateur de la place puisent impunément dans les caisses de l'Etat et garnissent leurs comptes en banque. Cela grâce aux aides internationales et aux dons de toutes sortes que leur offrent les commerçants et autres hommes d'affaires à qui ils font des facilités.

En moins de trois ans, la plupart d'entre eux sont propriétaires d'au moins une dizaine de concessions. Le cas le plus flagrant est celui de certains ministres très proches d'Hissen Habré qui ont réquisitionné toute une zone sportive appelée "terrain Kélep-Mat" (où auparavant se déroulaient des matches de foot-ball) pour y construire des villas sur pilotis.

Un autre fait marquant a alimenté ces derniers temps la chronique et les causeries des populations de N'Djaména étonnées par la propension des nouveaux dignitaires à s'enrichir illicitement.

Un scandale éclate à la douane de N'Djaména : on découvre que le directeur, un cousin de Hissen Habré, a détourné plus d'une centaine de millions de francs CFA. Devant la gravité des faits, le dictateur de la place prend la décision de muter le directeur à un autre poste et de le remplacer par un autre de ses cousins.

Mais le premier directeur refuse de quitter un poste si juteux qui, en moins d'une année et demie, lui a permis d'amasser une fortune.

Ainsi, tous les matins, les deux directeurs, chacun accompagné de son clan armé jusqu'aux dents, s'affrontent dans les locaux de la douane.

Cette situation insolite a duré un moment jusqu'au jour où Hissen Habré a été obligé de réunir non pas un conseil de ministres, mais un conseil de famille avant de pouvoir convaincre le premier directeur de céder sa place à un autre cousin et d'aller continuer à puiser dans les caisses d'un autre service.

Il y a un an, les détournements de fonds ont pris des proportions telles que Hissen Habré avait décrété qu'un détournement de 30 millions serait passible de peine de mort.

Mais quand il faut appliquer ce décret contre de hautes personnalités de l'Etat ou de proches parents, il n'en est pas question.

# TUNISIE :

## REPRESSION POUR FAIT DE GREVE

Au début de ce mois, en Tunisie, des centaines de militants de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) ont été arrêtés et beaucoup d'autres blessés. Le gouvernement tunisien a déclenché cette répression contre l'UGTT à la suite d'une grève entreprise par celle-ci pour protester contre le blocage des salaires depuis deux ans.

En effet, après l'échec des négociations salariales avec les autorités tunisiennes en Avril 85, l'UGTT a décidé de faire pression en déclenchant une grève des transporteurs en Août dernier.

Le gouvernement du vieux dictateur Bourguiba ne connaît que le langage de la violence et il ne tolère pas que les travailleurs remettent en cause ses décisions arbitraires. Il n'a donc pas hésité à réprimer, comme il l'avait fait très durement en janvier 1978 lors d'une grève organisée par l'UGTT et marquée par des émeutes sanglantes.

Le pouvoir tunisien avait alors cherché à briser l'UGTT, réduisant celle-ci à une action clandestine pendant deux ans. Aujourd'hui il veut toujours atteindre le même objectif: démanteler ce syndicat sinon réduire son importance qu'il trouve intolérable.

C'est ainsi que le siège de l'UGTT a été fermé, les locaux syndicaux (dans des régions comme Sousse, Sfax, Tunis...) attaqués et occupés par les milices du parti gouvernemental en octobre dernier. Des " comités provisoires " ont été créés dans ces régions et ils ont proclamé la dissolution du Bureau exécutif (direction élue) de l'UGTT et annoncé la préparation d'un congrès extraordinaire.

Face à ces attaques gouvernementales, bien sûr les partisans de l'UGTT ont riposté par des grèves dans des régions comme celles de Kasserine, Gabès, Gafsa... Il y a eu également des affrontements de rue.

La résistance des travailleurs a fait reculer le gouvernement. Et celui-ci a libéré certains militants syndicalistes, mais bien d'autres - notamment les principaux responsables de l'UGTT sont encore en prison.

Nous ne savons pas si par la force brutale, le gouvernement réussira à diviser la principale centrale tunisienne et l'affaiblir. Mais, jusque-là il a échoué dans ses tentatives de faire de celle-ci un allié inconditionnel, comme cela est le cas de la plupart des syndicats uniques des autres pays d'Afrique.

-----

-----

-----

-----

-----

# CE SIDA

## L QUI VIENDRAIT DE L'AFRIQUE... J

Le Sida, nouvelle maladie découverte aux Etats-Unis en 1981, fait peur aujourd'hui. Elle se développe de plus en plus; elle atteint même d'autres continents.

Dans la plupart des cas, les victimes meurent, faute de soins appropriés. C'est la panique; on cherche des bouc-émissaires.

Dans un premier temps, on a commencé par accuser les homosexuels. Ensuite, ce fut le tour des Haïtiens qui seraient à l'origine de la pénétration de cette maladie aux Etats-Unis. Mais, maintenant, toute la campagne de dénigrement est tournée vers l'Afrique: " Le Sida vient de l'Afrique", affirment certains médias.

Des équipes médicales américaines et européennes se ruent vers ce continent, sillonnent les villes, les campagnes, la brousse pour traquer le virus du Sida. Tout un cinéma, mais vraiment du cinéma, pour pas grand-chose.

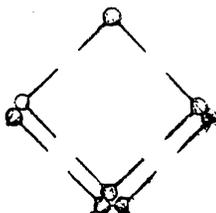
A supposer que le Sida qui existe en Afrique soit le même que celui qui est apparu aux Etats-Unis en 1981, quoi de plus étonnant? Le phénomène ne serait que naturel: les virus n'ont pas besoin de passeport et de carte de séjour pour voyager.

De nos jours, les maladies peuvent se transmettre d'une ville à une autre, d'un continent à un autre de façon très rapide à cause du développement des moyens de transport. Citons par exemple pour mémoire la grippe dite "asiatique" ou "anglaise" ou dans un passé lointain la syphilis inconnue en Afrique.

Ce qui est écoeurant dans le cas du Sida, c'est la façon dont les médias se sont emparés de la chose et les commentaires xénophobes (tels que " ces gens-là sont pleins de maladies ") qui en découlent.

Le prétexte est bon pour déverser sur les immigrés, pour la plupart travailleurs du rang, la vermine raciste.

En réalité, pour la racaille raciste, peu importe l'origine réelle du Sida.



# COLOMBIE

## UN FLEAU NATUREL MAIS SURTOUT SOCIAL

L'éruption du volcan Nevado del Ruiz a fait plus de 20.000 morts. La ville d'Arméro a été ensevelie par des coulées de boue descendues de la montagne. Le monde entier a assisté à l'agonie d'une jeune fille bloquée dans la boue; elle est morte d'épuisement après trois jours.

Ce qui est sûr, c'est que la Colombie est un pays pauvre, il manque de moyens pour prévenir ce genre de catastrophe et venir au secours de la population. Pourtant l'éruption était prévisible. Ce volcan est connu comme étant le plus dangereux du monde. Déjà au mois de septembre il avait émis des jets de cendre et de soufre. La population avait commencé à protester parce que les autorités gouvernementales n'avaient pas pris de mesures de sécurité. Les autorités ont réussi à étouffer les protestations, mais n'ont pas secouru la population contre les coulées de boue.

C'est sûr que les autorités colombiennes ont une part de responsabilité dans cette catastrophe. Mais il y en a d'autres qui ont une bien plus grande responsabilité. Il est vrai qu'on ne peut pas empêcher un volcan d'exploser. Mais les Etats impérialistes, ceux qui détiennent toutes les richesses du monde, ceux qui possèdent les plus puissants moyens militaires, ont plus crié à la catastrophe qu'ils n'ont agi pour sauver la population.

Les Etats-Unis ont prêté douze hélicoptères et la France, deux. Par contre, lorsque la France envoie ses troupes en Afrique pour défendre un dictateur, les moyens militaires et logistiques ne sont pas comparables. Le dernier exemple en date, c'est l'opération Manta au Tchad.

Quant aux Etats-Unis, ils sont intervenus à Grenade avec une rapidité surprenante pour destituer un régime qui n'était pas à leur solde. On pourrait même penser que les journalistes avaient plus de moyens pour arriver avec leurs caméras sur les lieux de la catastrophe que les secouristes pour sauver quelques victimes.

Si une telle situation existe, c'est que pour les Etats-Unis, la France et les autres pays impérialistes, ce n'est pas le sort de la population colombienne qui les intéresse réellement. D'ailleurs, quand de telles catastrophes se produisent, ils font appel aux actes bénévoles de leurs populations respectives au lieu d'utiliser des moyens matériels qui existent déjà.

Par contre ce qui préoccupe le plus les impérialistes, c'est l'état de café en Colombie, premier producteur de café. D'ailleurs, quelques heures après la catastrophe, le prix du café a augmenté sur les marchés.

Ainsi, dans ce monde dominé par l'impérialisme, si la nature fait des victimes, l'impérialisme en fait plus et c'est lui qu'il faut détruire.



# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.